

COMMUNISTES : 27 boulevard Saint Martin F-75003 Paris
communistes@sitecommunistes.org
hebdo@sitecommunistes.org
www.sitecommunistes.org

Résumé Eco / Social N° 136 : Semaine du 21 août 2023.



HAUTES-PYRÉNÉES : DES MILITANTS CGT DÉPLOIENT UNE BANDEROLE CONTRE LA RETRAITE À 64 ANS AU CŒUR DU CIRQUE DE GAVARNIE !

C'est une action symbolique au cœur de l'été et d'un des sites les plus visités des Hautes-Pyrénées. Ce vendredi, des militants de la CGT Santé et Action Sociale des Hautes-Pyrénées ont déployé une banderole « *64 c'est non !* » devant le Cirque de Gavarnie, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, en pleine période touristique, afin de protester contre la mise en place de la réforme des retraites.

Une des priorités du gouvernement, serait de tout mettre en œuvre afin que notre système de santé et d'action sociale ne s'effondre pas, explique le syndicat dans un communiqué. Ce n'est pas le cas malgré les belles annonces devant les médias. Le personnel de la santé et de l'action sociale subit, en plus de cette réforme, une dégradation de leur condition de travail sans précédent.

Elles et ils tirent la sonnette d'alarme ! Ces dernières années, le personnel a vu un allongement du nombre de trimestres à travailler ainsi qu'un allongement de l'âge de départ à la retraite.

Certains ont même vu la perte de reconnaissance de la pénibilité au travail avec la perte de la catégorie active à l'image des infirmières de la fonction publique hospitalière.

SAUPOUDRAGE D'ARGENT PUBLIC POUR UN SEMBLANT D'EMPATHIE ENVERS LES PERSONNES AGÉES ET DE LA MISÈRE POUR LES SALARIÉS !!!

La Première ministre E. BORNE annonce par communiqué de presse du 26 juillet 2023 qu'un soutien exceptionnel de 100 millions d'euros sera mis à disposition des Agences Régionales de Santé (ARS) et un co-financement sera recherché avec les départements.

Ce n'est qu'un effet d'annonce et la fin de la phrase est explicite. Les négociatrices CGT de la Branche Aide à Domicile ont été reçues début Juillet par Mme CADIN, conseillère du ministre des solidarités. Elles ont exposé les difficultés du secteur et porté les propositions et revendications de la CGT. Elles ont été écoutées mais pas entendues ! De plus, ces 100 millions d'euros seront ventilés entre les EPHAD et les services d'Aide à Domicile associatifs et lucratifs. En effet, des disparités territoriales existent suivant la gouvernance des Conseils Départementaux qui privilégie parfois **des associations lucratives dont les finances sont nébuleuses et surfent sur la vague de la SILVER ECONOMIE (ou économie des seniors)**. Le scandale de ORPEA en est l'exemple !!!

Nous sommes loin de la feuille de route ambitieuse pour la Branche Autonomie annoncée le 26 avril 2023 par le gouvernement, notamment la mise en place d'un guichet unique dont on ne connaît pas sa réelle fonction. **C'est aujourd'hui qu'il faut de vraies actions et non pas des discours ou des rapports qui, en finalité, ne seront que des coquilles vides.** La Branche de l'Aide, de l'Accompagnement et Soins à Domicile du secteur associatif demande depuis de nombreuses années un financement pérenne à la hauteur des besoins du secteur. Le secteur de l'Aide, l'Accompagnement et Soins à Domicile sera un levier essentiel pour accompagner « *le bien vieillir à domicile* » La CGT refuse la marchandisation de la perte d'autonomie. La CGT revendique une prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale assise sur les cotisations sociales et un vrai service public de la perte d'autonomie.

TARIFS SNCF :

INDECOSA-CGT appelle le ministre des transports à réunir d'urgence les associations de consommateurs. Nous apprenons par voie de presse que, compte tenu des tarifs de plus en plus élevés pratiqués par la SNCF, celle-ci va offrir la possibilité **aux usagers de payer les billets en 3 mensualités (pour les billets dont le tarif est compris entre 150 et 999 euros)**. De toute évidence, la SNCF refuse de s'engager à maîtriser l'augmentation de ses tarifs dans les années à venir. Malgré les démentis de la SNCF, l'inflation ferroviaire est une réalité incontestable, comme le démontrent les données publiées par l'INSEE. Ces chiffres révèlent une hausse des prix de **8,2% en moyenne sur un an** pour le secteur du transport ferroviaire en juin 2023 Dans l'établissement de ses tarifs, la SNCF soumet les usagers à la technique du *yield management (système de gestion tarifaire des capacités disponibles)*, c'est-à-dire à la loi de l'offre et de la demande réduisant ainsi le transport ferroviaire à un vulgaire marché comme il en existe à foison dans le secteur privé.

De plus, avec une offre de trains inférieure à la demande pendant les périodes de forte affluence (période estivale, congés scolaires principalement), les trains se remplissent rapidement, ce qui entraîne une augmentation encore plus rapide des prix. **La situation est telle que l'avion, beaucoup plus polluant, est désormais plus intéressant que le train, au niveau tarifaire, sur certaines destinations en France et sur la plupart des destinations à l'étranger.**

Les familles et les plus démunis sont les premières victimes de la politique tarifaire de la SNCF qui se détourne complètement, dans sa relation avec les usagers, des valeurs et des principes du service public. L'égalité d'accès de tous au service public ferroviaire et les enjeux environnementaux liés au réchauffement climatique exigent une révision complète de la politique tarifaire de la SNCF et le

maintien de toutes les gares et lignes existantes Aussi, INDECOSA-CGT appelle publiquement le ministre des transports à réunir d'urgence les associations de consommateurs afin de poser les principes d'une refondation du transport ferroviaire au service de tous les usagers et de tous les territoires.

SOCAT (DORDOGNE) : LES SALARIÉS DE LA SOCAT EN DORDOGNE OBTIENNENT SATISFACTION APRÈS 2 JOURS DE GRÈVE !

Les salariés de la SOCAT, entreprise de Terrasson en Dordogne, fabriquent des pièces en caoutchouc pour l'automobile et l'aéronautique.

Les salariés avec la CGT, la CFDT et FO réclamaient des augmentations de salaire au vu des niveaux de paies au ras des pâquerettes. En effet, tous les salariés étaient payés 11,62 € de l'heure (soit 10 centimes € au-dessus du SMIC), sans aucune différence entre le coefficient 150 et 225. Et guère mieux pour les autres coefficients.

Face à l'intransigeance de la direction de l'entreprise SOCAT durant les NAO, 90 % des salariés de la production et une partie du personnel administratif ont enclenché un mouvement de grève, avec un piquet devant l'entreprise 24/24h. Au bout de seulement 48 h de conflit, grâce à ce mouvement de grève, les salariés ont obtenu des augmentations de salaires de **60 centimes de l'heure, soit 90,95 € par mois**, une nouvelle grille des salaires qui respecte les coefficients et l'indexation des salaires sur le SMIC, alors que la direction, en grand « *saigneur* » du caoutchouc, ne proposerait qu'entre 34 à 50 euros brut par mois.

Suite au mouvement de grève, la direction revancharde a envoyé un courrier aux salariés leur signifiant que la grève n'était pas justifiée et que désormais, il faudrait 9 % de productivité pour compenser les pertes dues à la grève. Mais, là encore, pour prétendre à une hausse de l'activité supplémentaire il faut d'abord supprimer la désorganisation et améliorer les conditions de travail en partageant les moyens avec tous les salariés afin de mettre en place une organisation solide, plutôt que de laisser une poignée décider seule, pour tous les autres !!!

Encore une fois, cette action démontre que sans l'action collective, le patronat ne lâche rien ! Tout s'obtient par la lutte ! Bravo à toutes et tous !

HUTCHINSON A CHÂLETTE SUR LOING (45) : LUTTE POUR S'OPPOSER À LA SUPPRESSION DE 170 EMPLOIS !

Plus de 250 salariés se sont rassemblés à l'usine HUTCHINSON (filiale du Groupe TotalEnergies) de Châlette sur Loing (Loiret) afin d'être informés sur le projet de la direction concernant la possible suppression de 170 emplois. Les représentants du syndicat CGT avec les salarié-es du site ont été soutenus par la présence et la prise de parole de l'Union Départementale du Loiret, de la FNIC CGT et de plusieurs syndicats de la Coordination HUTCHINSON.

La CGT dénonce la politique de désindustrialisation sur l'usine de Châlette qui compte aujourd'hui 1.200 salariés contre 2.000 il y a encore quelques années, avec une baisse drastique des ouvriers en production. Des expertises sont en cours et la CGT a fait part de ses propositions concrètes afin de développer la production : mettre en place des formations et la revendication d'un accord de fin de carrière sur l'établissement.

ÉPERNAY (MARNE): TENTATIVE DE « BRAQUAGE » CHEZ SMURFIT KAPPA BIB !

Les salariés de SMURFIT KAPPA ont échappé grâce à leur détermination, à un coup bas de leur employeur. La direction de cette PME de 230 salariés n'ayant pas digéré les grèves reconductibles contre la réforme des retraites avait décidé de faire payer les grévistes en diminuant, voire en supprimant, la prime de vacances. Le patron voulait même utiliser les dispositions concernant les absences non autorisées inscrites dans l'Accord sur la prime de vacances en retirant 5 % par jour de grève ! Un salarié qui aurait fait 20 jours de grève verrait ainsi sa prime s'évaporer !

La double peine en quelque sorte... La réunion de la commission absentéisme a tourné court, il était impensable pour la CGT que les choses restent en l'état. Il aura fallu saisir l'Inspection du travail, la FNIC CGT, le conseil juridique, l'Union Départementale CGT de la Marne pour réaffirmer le principe : la grève est un droit constitutionnel, ce n'est pas au taulier de l'autoriser ou pas. Sous la pression de la CGT et la menace de se mettre en grève pour défendre ce droit constitutionnel devant la justice, la direction est revenue avec de meilleures dispositions : l'article concernant les journées d'absence non autorisées a été retiré.

On le constate : tous les moyens sont bons pour revenir sur les acquis des salariés mais une nouvelle fois, le rapport de force a payé !

ALERTE SAMU-URGENCES DE FRANCE : "LA SITUATION EST PLUS GRAVE QUE L'ÉTÉ DERNIER PARCE QU'ELLE TOUCHE TOUS LES DÉPARTEMENTS" !!!

"Des zones extrêmement touristiques (...) sont aujourd'hui en très, très grande précarité", a alerté Marc Noizet, président du syndicat.

Une nouvelle alerte sur la situation dans les services des urgences français. "La situation est plus grave que l'été dernier parce qu'elle touche dorénavant tous les départements de France, des gros services et des petits services", a déclaré, mardi 15 août sur, le président de Samu-Urgences de France, également chef du service d'urgence du groupe hospitalier de la région de Mulhouse et Sud-Alsace.

Samu en grève, intérimaires absents, fermetures de services... La crise de l'hôpital cet été est-elle pire que l'an dernier ?

"L'été dernier, on avait des zones rouges. (...) La nouveauté est que des zones extrêmement touristiques (...) sont aujourd'hui en très, très grande précarité", citant notamment Les Sables-d'Olonne (Vendée) ou Arcachon (Gironde). Sur place, "ils ont été obligés de mettre en place **sur le parking devant l'hôpital une structure où les médecins font de la petite traumatologie**, pour alléger les urgences", décrit le président de Samu-Urgences. Ce dernier évoque également la situation à Saint-Tropez (Côte d'Azur), "qui a failli fermer son service d'urgences".

"Plus pernicieux" selon lui, "on ferme des Smur, la partie de l'hôpital qui se déplace sur la voie publique ou à votre domicile quand il y a un incident grave", "parfois pour une nuit ou un week-end". Dans la région d'Angers (Maine-et-Loire) par exemple, sept Smur sont actuellement fermés, a-t-il expliqué.

Les assistants de régulation médicale en grève !

Aux urgences comme ailleurs à l'hôpital, "tous les renforts qu'on a pu mobiliser l'ont été", et "la régulation de la rémunération des intérimaires a fait beaucoup de mal, même si c'était un mal nécessaire", a poursuivi le président de Samu-Urgences de France.

Les assistants de régulation médicale (ARM), premiers à décrocher les appels au Samu et en grève dans 69 des 100 centres 15 départementaux, "ils sont mal rémunérés, ont des problématiques d'avancement dans leur carrière et d'adéquation de leur nombre par rapport au flux", expose Marc Noizet. Lundi, le ministre de la Santé, Aurélien Rousseau, a déclaré qu'"une partie" des revendications des ARM grévistes étaient "**légitimes**" et qu'il comptait "**y travailler dans les toutes prochaines semaines**".

Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent !!!

URGENCES PÉDIATRIQUES : LES LITS DE RÉANIMATION SATURÉS EN ÎLE-DE-FRANCE !!!

Les service de réanimation pédiatriques saturés en plein été. Voici le constat du chef de la structure mobile d'urgence et de réanimation (Smur) des Hauts-de-Seine. Gilles Jourdain a souhaité "**lancer l'alerte**" mardi 15 août. Le médecin affirme notamment que son équipe a été contrainte de transférer un nourrisson âgé de deux mois souffrant d'une bronchiolite à Rouen, en Normandie, dimanche, faute de lit disponible en réanimation pédiatrique en Île-de-France.

Manque de personnel !

"Ne pas être capable de garder nos enfants en Île-de-France à cette période de l'année est très inquiétant", affirme le Dr Gilles Jourdain, qui souligne que la "situation est extrêmement tendue" depuis le début du mois d'août. "Les équipes ont fait trois fois le tour des places disponibles dans les cinq services d'Île-de-France ayant les compétences nécessaires pour ce type de soins. **Rien, zéro lit**", poursuit le chef du Smur 92, qui exclut un début précoce de l'épidémie de bronchiolite, dont le pic intervient traditionnellement en hiver.

Le professionnel explique cette situation alarmante par "les tensions en personnels soignants". Celles-ci sont, selon lui, "si fortes que la situation dégradée de l'hiver perdure et se refait sentir dès l'été". "Les autorités semblent incapables d'apporter une solution", déplore-t-il.

Une "problématique très ponctuelle" selon l'ARS.

Gilles Jourdain a assuré que 36 lits sur les 102 de réanimation et de soins continus pédiatriques manquaient en Île-de-France. D'après lui, les services de Necker (Paris 15e), Robert-Debré (Paris 19e) ou encore du Kremlin-Bicêtre (Paris 12e) **n'ont plus aucune place de libre**. De son côté, Azzedine Ayachi, coordonnateur de la Fédération SAMU-SMUR pédiatrique AP-HP, abonde et parle d'une "tension" qui dure "depuis plusieurs jours". "On a à peu près un tiers des lits qui sont fermés donc cela réduit considérablement l'offre de soins. Quand on se dit qu'aujourd'hui, en plein été, on n'a pas de place, qu'est-ce que ce sera quand l'épidémie [de bronchiolite] arrivera ?"

L'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France confirme le transfert du nourrisson dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 août, "en raison d'une problématique **très ponctuelle** de disponibilité de lits en réanimation pédiatrique" à ce moment précis. "La situation est désormais revenue à la normale avec une augmentation des disponibilités de lits en réanimation pédiatrique en Île-de-France", assure l'agence !!!

Des services d'urgence contraints de fermer !

Si le manque de personnel se fait criant dans les services de réanimation pédiatriques d'Île-de-France, alors contraints de fermer des lits, d'autres services d'urgences pédiatriques sont quant à eux forcés de fermer ponctuellement. L'hôpital de Saintes, en Charente-Maritime, a par exemple dû clore son service jusqu'au 1er septembre, en raison d'un manque structurel de pédiatres depuis novembre 2022.

LA COLÈRE DES SALARIÉS DU CARLTON À CANNES : MÉCONTENTES DE LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL "TOUT ÇA, C'EST DU TAPE-À-L'ŒIL!"

À Cannes, les salariés du Carlton protestent contre leurs conditions de travail, qu'ils estiment beaucoup moins bonnes qu'avant la rénovation de l'hôtel rouvert en mars sur la Croisette.

Lors de l'inauguration en grande pompe de l'hôtel rénové en mars, le maire de Cannes David Lisnard avait déclaré: "*Le Carlton, c'est un peu notre tour Eiffel*" !!!

Mais pour les salariés de cet établissement mythique, **désormais propriété Qatarie du groupe Katara Hospitality, il s'apparente plutôt à la tour infernale.**

Samedi dernier à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-CFE/CGC, une partie du personnel a d'ailleurs fait grève pour manifester devant ce fleuron touristique de la Croisette, ce qui fait tache en pleine saison estivale.

Mais pour les intéressés, plus question de cacher la poussière sous le tapis, **malgré les 350 millions d'euros investis, un chantier de sept ans, et deux ans et demi de fermeture.**

Certes, le Carlton aux deux ailes Belle Époque prolongées à l'identique dispose désormais d'un jardin intérieur méditerranéen avec piscine, **pour 369 chambres dont une centaine de suites et 57 résidences.**

Tout ça, c'est du tape-à-l'œil!

"*Mais tout ça, c'est du tape-à-l'œil, sans réelle qualité, et surtout, ce n'est pas fonctionnel*", dénonce le délégué CGT.

Nous, on s'est battu pendant quinze ans pour obtenir des travaux, on nous annonce 350 Millions investis, mais en réalité, on se demande bien où ils sont passés. Le résultat ne reflète pas du tout les sommes colossales engagées par l'État du Qatar!"

Le problème serait d'abord dans la nouvelle organisation de l'espace, qui offre aux clients ce qu'il sacrifie aux employés.

*"Certes, les chambres sont plus grandes, et il y a un beau jardin, **mais on a enterré les salariés!** Les locaux du personnel, autrefois répartis dans les étages, **ont été regroupés au sous-sol, sans lumière naturelle, et sont beaucoup plus petits qu'avant**, il n'y a plus rien pour stocker le matériel, pointe le syndicaliste.*

Cela ne permet pas d'assurer un service à la hauteur des tarifs pratiqués, d'autant plus qu'ils sont très élevés."

À ces contraintes d'exiguïté, s'ajouteraient des pannes d'ascenseur, de lumière et même de climatisation. Du matériel neuf mais "*bas de gamme*" serait déjà défectueux, notamment en cuisine. Jusqu'aux odeurs nauséabondes et remontées d'eau usées depuis le sous-sol!

La réprimande, plutôt que le dialogue !

Sur le plan social également, l'intersyndicale estime que le compte n'y est pas. Avec près de 300 CDD saisonniers qui veulent savoir à quelle sauce ils vont être mangés, alors que 70 CDI ont été promis. "*Quand, on ne sait toujours pas. En attendant, ce sont des employés précaires qui ont besoin de planifier leur saison d'hiver.*"

Enfin, les représentants du personnel se plaignent d'un manque de dialogue avec la nouvelle direction.

"Entre elle et nous, le ton s'est considérablement durci. Non seulement les problèmes de fond ne sont pas réglés, mais en plus, elle a recours à la réprimande et au sermon, pour régler des problèmes dont nous ne sommes pas responsables."

Les syndicats réclament donc de nouveaux travaux pour corriger l'existant, et des réponses sociales avec un cahier des charges.

MONDE

BELGIQUE : LES PILOTES DE LA COMPAGNIE RYANAIR DE L'AÉROPORT DE CHARLEROI EN GRÈVE !

Un mouvement de grève d'ampleur des pilotes de Ryanair a engendré des perturbations sur les vols de l'aéroport de Charleroi, lundi 14 août 2023. Le mardi 15 août, ce sont encore 44 vols qui étaient annulés.

Cela représente plus de 25 % de vols annulés parmi les 340 prévus.

« Aucune sortie d'impasse n'a encore été trouvée » !!!

Les pilotes de la compagnie low-cost Ryanair « *réclament toujours la restauration de leur salaire après les coupes concédées au moment de la pandémie de Covid-19. Ils pointent également des problèmes concernant leur temps de repos* ».

Malgré plusieurs rencontres, aucune sortie d'impasse n'a encore été trouvée.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

*Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES
A envoyer à : Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au
changement d'adresse)*

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement